

Dossier hebdomadaire d'aide à la communication de proximité

Semaine du 4 au 10 septembre 2017

édito :

les députés communistes contre les ordonnances

articles :

**POURQUOI PAS UN STATUT DU
Premier Opposant**

**LA FÊTE DE L'HUMA 2017
sera un très grand cru**

**PCF
vers un congrès extraordinaire**

Les députés communistes contre les ordonnances

Cet été, les députés communistes ont combattu à l'Assemblée nationale le projet de loi pour la modernisation du dialogue social par ordonnances.

Ce texte s'inscrit dans la continuité de la loi El Khomri, mais il veut la généraliser et changer radicalement la philosophie du droit social et de notre rapport à la loi. Ainsi, dans le domaine du travail, la loi deviendra un cadre négociable dans les branches ou les entreprises. C'est ce que l'on appelle l'inversion de la hiérarchie des normes. La norme produite par négociation dans l'entreprise pourra primer sur la loi, même si elle est moins favorable aux salariés. C'est la mise en cause du principe de faveur. On va également regrouper les Institutions représentatives du personnel pour n'en faire plus qu'une, ce qui n'est pas pensé pour donner plus de force à l'intervention des salariés et de leurs représentants. Cela inquiète notamment à propos de la santé et de la sécurité au travail. On va également assister à l'extension de contrats à durée indéterminée... qui seront à durée déterminée, mais incertaine puisqu'ils seront indexés à la durée d'un projet justifiant l'embauche. En réalité, c'est toujours la même sauce libérale : faciliter les licenciements et s'attaquer aux droits sociaux censés être la cause du chômage.

Les députés communistes ont voulu obliger le gouvernement à préciser ses intentions et à limiter le champ des ordonnances pour réduire au maximum son terrain de jeux. Ils ont voulu le pousser à expliciter les idées qui justifient son projet. Et ils ont porté dans le débat des propositions pour un code du travail du XXI^e siècle. Ils ont utilisé tous les espaces du débat pour dévoiler le contenu de ce texte et alerter sur ses dangers. Pour eux, la bataille n'est pas finie. D'autant plus qu'une fois les ordonnances publiées, le gouvernement devra soumettre au Parlement une loi de ratification. Sans doute au mois d'octobre. Ils seront au rendez-vous ! Et ils y seront d'autant plus qu'il n'y a pas de majorité dans le pays pour casser le code du travail.

Ces parlementaires veulent être utiles à faire grandir des rapports de forces différents et des mobilisations sociales et populaires. Ils vont participer à de nombreux débats dans tout le pays sur cette loi et ils ont ensemble édité un tract qui sera disponible à un million d'exemplaires dans tout le pays pour dénoncer ce texte et populariser nos propositions. Ils porteront le plus fort possible la voix du monde du travail face à cette loi qui est faite pour satisfaire la finance. La ministre du Travail, adepte des stock-options, ne voit pas où est le problème. C'est par la mobilisation populaire qu'on peut l'aider à y voir plus clair...

Ce qui se joue est important : Emmanuel Macron ne doit plus se croire tout permis. Il veut frapper fort. Il faut l'éduquer et lui montrer qu'il ne pourra pas faire tout ce qu'il veut. Et mettre en échec les régressions contenues dans les ordonnances ■

POURQUOI PAS UN STATUT DU **Premier Opposant...**

Après le statut de la Première Dame, il faudrait peut-être penser à un statut du Premier Opposant du président ?

Car enfin c'est bien ce qu'est devenu, de fait, dans TOUS les médias dominants, ceux des milliardaires et ceux de l'État réunis, Monsieur Mélenchon. Il est désormais le seul, l'unique. Quand il parle devant son université à Marseille : 100 médias sont là. 100. A Angers, une foule nombreuse, joyeuse et rouge planche à l'Université du PCF. 2 ou 3 médias. C'est plus du déséquilibre, c'est de l'effacement programmé, de la censure institutionnalisée, du brejnevisme en marche.

Qu'on accorde donc à Monsieur Mélenchon le statut de Premier Opposant. C'est d'ailleurs ce que fait sans vergogne le

JDD de Lagardère. Un vrai statut, au lieu de faire semblant de jouer la diversité, de causer de pluralité, de singer la démocratie. Un statut, un peu comme celui de Brigitte, où l'on officialiserait le duo (médiatique) Macron/Mélenchon. Ça serait beaucoup plus simple pour tout le monde. A quoi bon ce pluralisme ringard, tous ces partis abscons, ces syndicats bidons, ces associations nunuches, ces institutions parlementaires incongrues. Macron/Mélenchon, et basta. En plus, ça permettrait sans doute à l'État de faire des économies, ça ne pourrait que plaire à Monsieur Macron.

Gérard Streiff

PS : On exagère un en parlant de la mainmise des dominants sur les médias. La preuve ? Raquel Garrido vient d'être embauchée à C8 ■

LA FÊTE DE L'HUMA 2017

sera un très grand cru

Faire de la Fête de l'Humanité le grand événement de la rentrée.

Moins que jamais la diffusion du bon de soutien ne peut être quelque chose d'habituel, une activité récurrente des communistes lors de la rentrée, parce qu'on a une situation politique qui nous amène à faire de la Fête le grand événement politique de cette rentrée.

Ce qu'on voit, c'est que chaque jour les politiques du président et de son gouvernement sont des mauvais coups supplémentaires portés à la population. On assiste même à une véritable recomposition, voire décomposition de la société. Que ce soit la mise en cause totale du Code du travail, la destruction de la Sécurité sociale, des services publics de proximité avec la baisse des dotations ou la suppression des emplois aidés ou encore l'attaque contre les aides sociales dispensées à la population.

C'est une offensive, brutale et rapide, parce que le gouvernement, le président se rendent compte qu'ils ont été élus avec une minorité de voix des Français, dans des circonstances particulières, avec ce deuxième tour face à Le Pen ; ils décident donc d'aller très fort et très vite dans cette entreprise de recomposition.

Besoin de riposte, donc. Et besoin aussi, face à cette situation si particulière, non

pas de faire les gestes habituels mais vraiment de décider de faire de la Fête, quelques jours après les manifestations du 12 septembre, le grand rendez-vous de riposte, qui donne du sens, qui avance des solutions. On sent bien, dans cette dernière ligne droite, qu'il y a du répondant sur ces idées. Les syndicalistes, les salariés en lutte invités à débattre répondent volontiers et viendront sur la Fête pour travailler avec nous à des constructions alternatives.

On sent aussi, dans les mesures militantes que l'on prend, qu'on rattrape le retard qu'on avait en juillet. Les ventes Fnac sont très bonnes, plus 40 % par rapport à l'an passé. Les expériences de diffusion comme le rendez-vous de la vignette, devant la Fontaine des Innocents, à Paris, la semaine dernière, ont permis de vendre en quelques dizaines de minutes 150 bons. On sent non seulement qu'on peut rattraper le retard mais qu'on peut faire de la Fête 2017 un très très grand cru, les circonstances politiques peuvent porter à ça. On voit bien monter un rejet grandissant de la politique du gouvernement, peut-être même majoritaire.

Tous les communistes qui n'ont pas encore pris leur bon de soutien avant de partir en vacances vont le faire maintenant. Tout l'enjeu est d'être extrêmement public. Il faut jusqu'au dernier jour multiplier les initiatives ■

PCF

vers un congrès extraordinaire

Nous tiendrons notre congrès dès 2018, un an avant la date prévue, pour prendre la mesure de la situation nouvelle, des responsabilités qu'elle nous impose et des transformations que cela implique.

Toutes les questions seront mises entre les mains des communistes. Les chantiers de travail de ce congrès seront précisément décidés lors d'une assemblée nationale des animateurs des sections locales du Parti.

Le Conseil national travaille sur un document de consultation des communistes qui sera disponible dès la Fête de l'Humanité pour préparer cette assemblée. A chaque étape, les communistes seront consultés et maîtres des décisions. C'est ensemble et unis que nous conduirons le changement.

Ce nouveau rôle, cette relance, ce nouveau Parti communiste qu'il nous faut promouvoir tous ensemble est indispensable à la reconstruction d'une gauche nouvelle, d'une majorité politique et populaire pouvant demain constituer une alternative au pouvoir Macron. Communistes, insoumis,

écologistes, hamonistes, socialistes de gauche, citoyens progressistes de tous horizons, cette majorité, nous devons commencer à la construire ensemble.

Tous nos efforts, toutes nos luttes, tous nos espoirs ne doivent pas demain pouvoir à nouveau être confisqués. Nous ne voulons pas revivre le second tour Macron-Le Pen. Il faut donc construire, sérieusement, patiemment. Il faudra des alliances. Mais, aujourd'hui, elles doivent être reconstruites et repensées. Il se fera beaucoup dans les luttes et les mouvements citoyens.

Il faudra le déploiement plus audacieux de notre propre initiative. Mais, d'ores et déjà, nous tendons la main à tous. Nous voulons le dialogue, la coopération, le respect. Les chemins du Front populaire et citoyen que nous appelons plus que jamais de nos vœux ne sont pas écrits d'avance. Le travail sur un pacte d'humanité, que nous avons entamé avec plusieurs personnalités, doit être poursuivi.

Nous sommes prêts à défricher tous ces chemins avec l'ensemble des forces, personnalités, citoyens disponibles. Là encore, il ne faudra pas craindre d'expérimenter.

Pierre Laurent